

GUERRE ECONOMIQUE. ELEMENTS DE PRISE DE CONSCIENCE D'UNE PENSEE AUTONOME. Par Christian HARBULOT

lundi 13 avril 2020, par [HARBULOT](#)

PRESENTATION

Christian Harbulot (1) vous propose dans le texte ci-dessous une approche essentiellement cognitive sur certains concepts, et in fine sur les questions de puissance et de guerre économique. Le mot guerre économique est bien sûr polysémique et interpelle presque tout le champ de la connaissance, en particulier le spectre large de la géopolitique, de l'histoire, de la géoéconomie, de la philosophie politique... et nombre de lectures analytiques de GeopoWeb ! L'auteur ne revient pas dans ce texte sur le débat autour de ce vocabulaire encore discuté. Si nous utilisons de façon simple, *les notions d'imposition et de prédation*, on met à jour le poids normatif du vocabulaire (la fabrique du consentement) et « l'aspiration » des ressources (en particulier métaux rares et ressources technologiques). Ce serait l'objet d'un autre article d'évoquer les multiples affaires de prédation sur les pépites technologiques : Gemplus, Alstom, Photonis, Kuka (Allemagne) etc... On reconnaîtra bien sûr les deux grandes puissances. Il faut donc distinguer les intentions (le multilatéralisme historique) des réalités (logiques de puissance). Que faire quand les autres pays ont des stratégies de puissance et de domination ?

Dans ce texte C. Harbulot interroge largement le vocabulaire anglo-saxon des affaires. De leur côté les macro-économistes (ou les politistes) pourraient faire un constat semblable. L'utilisation du vocabulaire n'est pas neutre, et dessine souvent un monde en noir et blanc. *Patriotisme économique n'est pas synonyme de protectionnisme, souveraineté de souverainisme, libre échange de libre échangisme, mondialisation d'internationalisation, nation de nationalisme etc...*

L'auteur nous invite à toute **une réappropriation conceptuelle** qui permettra ainsi de dessiner un monde plus complexe, avec pour les puissances intermédiaires, une autonomie stratégique, une capacité d'anticipation sur une base nationale ou européenne. Concernant la crise sanitaire, les alertes avaient été données bien avant, elle relève d'une crise systémique (politique, sociale, écologique voire anthropologique), jouant comme un révélateur ultime de notre dépendance (y compris sur les questions de bien être et de survie des populations) en posant la question de « l'après » (2).

Christian Harbulot nous livre des travaux de longue haleine, d'une grande clairvoyance, qui doivent être mis de toute urgence au service de l'action. P.L

(1) *Spécialiste de l'intelligence économique. Directeur et fondateur de l'Ecole de guerre économique (en 1997). A participé au fameux Rapport Martre (1994) « Intelligence économique et stratégie des entreprises ». Parmi les multiples publications : « L'art de la guerre économique (surveiller, analyser, protéger) ». VA Press, mars 2018 ou « Manuel d'intelligence économique » PUF, avril 2012*

(2) *A lire et à méditer le texte de Didier Julien (expert du négoce et de l'industrie minière, a travaillé dans différents groupes industriels européens, américain et russe spécialisés). « Le capitalisme est mort, vive le capitalisme souverain ». L'urgence d'une politique d'autosuffisance et d'emplois choisis. En somme un capitalisme de souveraineté qui ne serait pas pour autant l'antithèse de l'Union européenne.* <https://www.latribune.fr/opinions/blogs/commodities-influence/le-capitalisme-est-mort-vive-le-capitalisme-souverain-844710.html>

TEXTE DE CHRISTIAN HARBULOT

Les combats de l'Ecole de Guerre Economique

La crise actuelle liée à la pandémie du coronavirus nous donne l'occasion de revenir sur plusieurs points qui nous semblent importants.

Il est toujours difficile d'avoir raison trop tôt. Les propos d'Emmanuel Macron et de son ministre de l'Economie, Bruno Lemaire, renvoient à des problématiques évoquées depuis un quart de siècle à l'EGE. Prenons simplement le cas de la dépendance économique à l'égard d'un pays étranger, il s'agit d'une question récurrente que nous avons traitée à l'EGE sous de nombreux angles :

- militaires (en particulier dans le domaine des munitions) ;
- agricoles (alimentation animale, importation de viande élevée à base d'OGM) ;
- sanitaires (les ruptures d'approvisionnement en médicaments et les menaces induites par les délocalisations d'usines de fabrication de produits de santé en particulier en Chine) ;
- énergétiques (l'incapacité de l'Union Européenne à bâtir une stratégie unifiée par rapport aux dépendances extérieures comme le démontrent les accords bilatéraux germano-russes en matière de gaz) ;
- en matière de stockage des données (la plupart des banques françaises dont la banque de France) transfèrent discrètement les données clients vers les pays anglo-saxons tout en affichant des clouds « souverains » dont on s'interroge encore sur l'utilité réelle ou d'affichage).

On pourrait allonger cette liste d'une manière hélas plus exhaustive.

La racine du problème

La publication d'articles sur des **thèmes proches du concept de guerre économique** était rarissime dans le monde académique et plus particulièrement dans les sciences de gestion. Pour en comprendre la raison, il faut remonter à l'évolution que suit le corps enseignant au cours des années 70. Le monde anglo-saxon devient alors prédominant dans le processus de publication des articles de recherche et prend le contrôle des principales revues qui légitiment la qualité scientifique des articles produits par les enseignants-chercheurs par une notation appropriée. Cette prédominance anglo-saxonne va avoir des conséquences importantes sur le formatage de la pensée dans le monde académique.

L'évaluation de la qualité d'un article repose en principe sur un certain nombre de critères conçus par les grandes universités américaines. Une tendance conformiste au sein du monde académique français est donc apparue progressivement pour être en phase avec les concepteurs de ces critères.

Les enseignants-chercheurs français ont préféré ne pas aller sur le terrain de l'analyse des affrontements économiques qui sortaient du cadre de l'analyse concurrentielle classique définie par les critères anglo-saxons. Les problématiques qui relèvent des réalités de puissance sont considérées comme des sujets secondaires peu significatifs. A titre d'exemple, la question de la dépendance économique, mise aujourd'hui en évidence par la crise mondiale du covid-19, n'entre pas dans la grille de lecture des enseignements des Ecoles de commerce.

Quelques enseignants tentèrent de s'aventurer sur ces terrains. A HEC, Joseph Le Bihan [1] fort de son expérience passée dans une cellule de renseignement de l'OTAN, proposa une maquette de cours sur le renseignement économique. Ses pairs lui déconseillèrent de mener à bien ce projet car il aurait pu générer des dissensions avec leurs correspondants d'outre-Atlantique. Il suffit de prendre le cas de l'accès aux ressources d'énergie telles que le pétrole ou des matières premières que recèle le continent africain. *Gagner ces marchés, c'est d'abord prendre en compte les aspects géopolitiques.*

Un autre professeur, Patrick Lematre [2] qui enseignait dans la mineure géopolitique d'HEC dans les années 90 sentait se rétrécir son périmètre de parole. La direction de cette grande Ecole de commerce préférait se tourner vers les tenants du discours « export » forgé au sein des grandes universités américaines. Lorsque certains dirigeants d'école prenaient le risque de s'affranchir de cette pression « culturelle », ils étaient très vite rappelés à l'ordre. A la fin du siècle dernier, un directeur général de l'ESSEC fit paraître une publicité pleine page dans un quotidien parisien, mettant en avant le slogan suivant : L'ESSEC, l'école de la guerre économique. Le lendemain, il recevait dans son bureau une délégation d'enseignants permanents qui lui demandaient d'abandonner ce message publicitaire qui nuisait selon eux à l'image internationale de l'école.

L'amorce d'un changement d'attitude

Il a fallu attendre l'année 2019 pour assister à un changement d'état d'esprit dans le monde académique français. Le 20 février, une centaine d'enseignants et de chercheurs de la section 6 gestion du Conseil National des Universités [3] a publié une tribune dans le quotidien Le Monde pour alerter les autorités académiques sur la domination anglo-saxonne dans l'évaluation de leurs travaux. L'encerclement cognitif qu'ils dénoncent désormais avec leurs mots, les affecte aussi au sein même de leur offre de formation. La montée en puissance des bachelors (formule importée des Etats-Unis) a suscité une levée de boucliers. La Conférence des Présidents d'Université déplore que le terme de bachelor [4] « soit utilisé de façon anarchique pour désigner des diplômes qui se revendiquent de niveau bac + 3 ou bac + 4, de qualité et de reconnaissance hétérogènes ».

La compétition dans l'économie de la connaissance devient de plus en plus visible et intrusive dans les systèmes d'enseignement nationaux. Dans un premier temps, les mondes académiques européens très affaiblis par les conséquences structurelles de la seconde guerre mondiale se sont alignés progressivement sur les critères éducatifs inventés aux Etats-Unis, en particulier dans le domaine des sciences de gestion. L'influence culturelle anglo-saxonne s'est propagée en plusieurs étapes :

- La validation de nouveaux concepts pédagogiques (marketing, management, capital risk).
- La prise de contrôle du mode de validation et de diffusion de la connaissance scientifique par la notation des articles dans des revues dont les plus cotées sont majoritairement anglo-saxonnes.
- La réforme du mode d'enseignement supérieur par la restructuration des années d'enseignement et des types de diplômes.

Les limites de la matrice éducative américaine

Présentée comme un modèle à suivre, la matrice éducative des universités américaines a atteint ses premières limites par les dérapages de sa propre logique de valorisation de la connaissance. Pour rester en poste au sein de ces universités, les enseignants chercheurs doivent publier des articles dans les revues et obtenir le meilleur ranking possible. Cette pression sur la nécessité de publier régulièrement les a incités à se rabattre sur des démarches quantitatives (recours à des expériences cognitives menées avec un certain nombre d'étudiants) pour valider leurs hypothèses. La qualité créative des rédacteurs a commencé à décliner dans les sciences humaines et sociales et la proportion des lecteurs des articles a chuté. Beaucoup d'entreprises se sont désintéressées des travaux trop abstraits produits par ce système.

L'autre faille est née de la dynamique marchande du système. Les universités américaines ont été contraintes d'attirer un volume croissant d'étudiants étrangers afin d'équilibrer leurs comptes et pour certaines d'entre elles, ne pas être trop déficitaires. La proportion d'étudiants chinois est même devenue un problème dans la mesure où ce volume crée de facto une forme de dépendance. Chaque année, il faut au moins retrouver une quantité équivalente et cette nécessité budgétaire oblige les directions de ces universités à opérer certaines formes de compromis, et parfois même d'autocensure à l'égard de la Chine pour ne pas froisser cette partie très recherchée de la population estudiantine étrangère.

La réoccupation du terrain par la production de connaissances

La crise mondiale provoquée par le covid-19 remet en cause [5] le cadre de réflexion sur la mondialisation des échanges auquel se référait le monde académique occidental depuis plus d'un demi-siècle. Les grilles de lecture sont à revoir pour ne pas répéter les mêmes erreurs relatives à une vision

dogmatique de l'économie de marché.

Pour mieux cerner l'étape décisive que le monde est en train de franchir, la création de concepts novateurs et des grilles de lecture qui en découlent, est devenue une priorité absolue. Pour répondre à ce besoin, l'EGE (1) vient de publier le numéro 1 des cahiers de la guerre économique [6]

Christian Harbulot, Directeur de l'EGE, 12 avril 2020

(1) L'Ecole de Guerre Economique s'exprimait jusqu'à présent par les biais de son site ege.fr et d'infoguerre.fr.

Notes

[1] https://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Le_Bihan

[2] <https://www.lesechos.fr/1999/01/patrick-lemattre-hec-les-jeunes-developpent-une-culture-de-zapping-761468>

[3] <https://www.fnege.org/le-reseau/actus-section-06>

[4] https://www.lemonde.fr/campus/article/2016/04/20/le-bachelor-seduit-les-etudiants-mais-derange-les-universites_4905375_4401467.html

[5] https://www.challenges.fr/education/coronavirus-les-ecoles-de-commerce-percutees-par-la-demonialisation_704603

[6] <https://www.ege.fr/index.php/actualites/evenements/item/ege-lance-les-premiers-cahiers-de-la-guerre-economique.html>